



*Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement*

**Monsieur le Président de la République chef de l'Etat,**

**Monsieur le Vice-Président de la République,**

**Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,**

A l'entame de mon propos, j'ai le triste devoir, à la suite du tragique accident de circulation, survenu ce jour sur la Nationale 1 qui a endeuillé de nombreuses familles, de présenter, au nom du Président de la République, Chef de l'Etat, au nom du Gouvernement et au mien propre, mes sincères condoléances aux familles éplorées.

Sitôt informé du drame, le Président de la République a instamment instruit le Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires afin qu'une enquête soit menée pour faire toute la lumière sur les circonstances précises de ce drame. Je veillerai également à ce que les victimes et leurs familles soient prises en charge comme il se doit.

Le présent séminaire d'intégration, dont l'orientation s'est voulue économique et sociale, visait principalement, pour les membres du Gouvernement, comme je l'ai souligné dans mon propos introductif, à **s'approprier les enjeux et les priorités contextuels du Plan de**

**Relance de l'Economie, ainsi qu'à clarifier les rôles et les attentes des Ministres dans sa mise en œuvre.**

Ce séminaire devait donc être tout, sauf « *une simple balade champêtre dans un cadre idyllique* » conformément à la très juste mise en garde de **Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat.**

Au terme de ces travaux, que pouvons-nous retenir ?

Sans être exhaustifs, nous pouvons nous accorder sur l'idée que la mauvaise conjoncture que nous traversons peut être une opportunité à saisir pour gommer certaines mauvaises pratiques et sans doute mieux exploiter les nombreux atouts dont recèle fort heureusement, notre pays.

Mais à la condition que celui-ci ne détermine point sa bonne santé par les seules incitations fiscales dont certaines ont manifestement obéré nos capacités d'autofinancement.

En effet, la dette intérieure demeure un facteur bloquant de la relance de l'économie. Aussi, parallèlement à la poursuite de la démarche de sa clarification, est-il impérieux de cerner son ampleur et d'en ériger en grande priorité, son règlement conformément aux conseils que notre éminent hôte Lionel ZINSOU a bien voulu nous prodiguer.

C'est pourquoi, il importe que la mobilisation des concours financiers des partenaires extérieurs serve d'abord, à l'apurement significatif de ces arriérés, en privilégiant les opérateurs économiques locaux, au rang desquels, les PME gabonaises.

De même, une attention soutenue sera consacrée à l'urgence de relancer ou de démarrer de nombreux projets financés par l'extérieur par le règlement des sommes dues aux bailleurs concernés.

Le saupoudrage de certains projets ou le lancement d'autres, souvent sans aucune garantie de la pérennité de leur financement, a été identifié comme une des causes de notre faible performance en la matière et aussi, comme une des explications à l'accroissement de l'endettement public.

De ce point de vue, mettre de la pertinence dans les choix des projets d'investissement public, en ces conditions économiques actuelles, s'avère un impératif absolu.

C'est le lieu de relever, pour le déplorer, la faible efficacité de la chaîne de validation des textes dont les retards chroniques sont la cause de la perte de bon nombre de possibilités de financements.

Il importe absolument d'en fluidifier le processus.

### **Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,**

Une des conditions de succès du PRE réside dans notre capacité à sécuriser son financement qui passe principalement par la mobilisation des ressources propres.

A cet égard, il y a lieu d'une part, de s'assurer de l'effectivité des mesures visant l'optimisation des recettes et, d'autre part, de redynamiser le dialogue social au sein des régies financières. Ceci permettrait de ramener la sérénité au sein de ces administrations.

Il faut également finaliser le processus de restructuration du secteur financier public. Celle-ci passe nécessairement par la mise en place d'une banque publique d'investissement et la finalisation de la restructuration de l'entité publique postale.

De même, nos efforts porteront sur l'opérationnalisation du dispositif dédié à la mobilisation des PPP.

Il est essentiel que nous maintenions notre effort de réduction du train de vie de l'Etat par la maîtrise des dépenses publiques et le renforcement de la performance du système de gestion des finances publiques.

### **Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,**

Les paroles particulièrement fortes, prononcées hier par **Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat**, appellent à juste titre, notre sens profond de la responsabilité et du don de soi.

Elles induisent nécessairement un changement de paradigme, dont l'appropriation, par les membres du Gouvernement, doit se traduire par une approche plus méthodique et plus pragmatique, en phase avec les objectifs que nous nous sommes fixés.

L'un de ces objectifs, demeure la réduction du train de vie de l'Etat par entre autres, la maîtrise de l'évolution de la masse salariale.

Sur ce sujet, nos efforts ne doivent pas se limiter à un simple ajustement comptable, mais être conçus comme un levier visant à améliorer la performance globale de l'administration.

Nous avons retenu du présent séminaire, le souhait des ministres d'être responsabilisés ou impliqués dans la gestion des moyens budgétaires mis à la disposition de leurs administrations.

Dans ce sens, j'invite fermement le ministre en charge du budget à élaborer des mécanismes qui permettent à ses collègues d'avoir la pleine maîtrise en ce domaine, dans le cadre bien compris de l'opérationnalisation de la BOP.

Les démembrements de l'Etat sont également concernés par notre stratégie de réduction du train de vie de l'Etat.

Je voudrais dans ce sens, réaffirmer la nécessité de redimensionner l'ensemble des services de l'Etat au plan des structures de gestion, des ressources humaines et du fonctionnement.

Aussi, convient-il d'accélérer la mise en œuvre de la rationalisation des services publics personnalisés.

Ceci permettrait de clarifier leur périmètre d'intervention et de limiter leur impact sur les charges de fonctionnement de l'Etat ainsi que l'incidence de leurs interventions sur la vie chère à travers la parafiscalité.

### **Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,**

Mettre en œuvre le Plan de Relance de l'Economie, au regard des enseignements tirés du présent séminaire, suppose une entière responsabilisation des Ministres et une évaluation rigoureuse de l'exécution de leurs missions, en adéquation avec les affectations budgétaires de leurs départements ministériels respectifs.

Le Président de la République, Chef de l'Etat nous invite donc à l'action.

Dans cet ordre d'idées, je vous prescrirai instamment, par lettres de missions, à décliner les matrices d'actions et leurs indicateurs de suivi pertinents, sur la période 2017-2018 relativement à vos attributions.

Ces matrices devront être en adéquation avec les capacités de vos administrations sous tutelle à mener les réformes, ainsi qu'avec les disponibilités financières qui y seront affectées.

Dans ce sens, le rôle dévolu aux administrations, par le biais des Secrétaires Généraux et Directeurs Généraux, sera déterminant dans l'opérationnalisation du PRE.

A cet effet, j'instruis le Secrétaire Général du Gouvernement, d'organiser dans les meilleurs délais, à l'issue du présent séminaire, un atelier à l'endroit de ces hauts responsables de l'administration, aux fins de les amener à s'approprier le dispositif de pilotage du PRE.

**Monsieur le Vice-Président de la République,**

**Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,**

Ce séminaire d'intégration qui s'achève a été l'occasion pour les membres du Gouvernement de s'approprier les outils indispensables à la bonne mise en œuvre du Plan de Relance de notre économie.

Nous avons identifié les atouts mais également les écueils, nous avons cerné le potentiel mais aussi les limites.

**Le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA** a pris soin de rappeler avec force et gravité, qu'il sera attentif à notre performance au service des Gabonais.

C'est donc un truisme que de dire que le Gouvernement n'a ni d'état de grâce, ni droit à l'erreur.

Les recommandations adoptées à l'issue du présent séminaire, et qui viennent de nous être déclinées par le Secrétaire Général du Gouvernement, doivent être impérativement appliquées par les différents ministres et soutenues par l'ensemble du Gouvernement.

Je veillerai personnellement au respect du calendrier de leur mise en œuvre.

Le chef de l'Etat nous a rappelé avec gravité que les attentes de nos compatriotes sont nombreuses et urgentes.

Mettons-nous au travail au plus vite pour y apporter les réponses appropriées.

**Je vous remercie.**